

Cahiers Internationaux de Théologie Pratique

Chronique n°47 – Colloque CEEC 2019

Compte rendu du colloque du Comité Européen pour
l'Enseignement Catholique
Bruxelles, 14-15 mars 2019
Geoffrey LEGRAND

Réunissant les représentants de vingt-deux pays européens, ce colloque du CEEC a permis un partage d'expériences et d'expertises face aux nombreux changements qui affectent la société : mondialisation, globalisation de l'économie, migrations, émergence du monde numérique, crise des réfugiés, etc. Ces bouleversements concernent l'école catholique touchée à des degrés divers par l'interreligiosité et l'interculturalité au sein même de ses écoles. Cela nécessite une réaction de l'enseignement catholique afin qu'il réponde aux défis contemporains en conjuguant enracinement et ouverture. Le récent document commun sur la fraternité signé par le pape François et le grand imam d'Al-Azhar, Ahmad Al-Tayybeb, engage notamment les Communautés chrétienne et musulmane sur la voie du dialogue, de la tolérance et de la compréhension mutuelle. Durant ces deux jours¹, les conférenciers ont donc non seulement présenté la situation en la matière dans leur pays mais ils ont aussi exploré des pistes pour mieux répondre à la diversité, en accord avec cet engagement pour la fraternité humaine.

Myriam Gesché présenta tout d'abord l'école catholique belge francophone comme un laboratoire du dialogue interculturel et interreligieux où près d'un jeune sur deux est scolarisé dans une école du réseau catholique. Pour elle, c'est précisément un laboratoire puisqu'il s'agit d'un espace de questionnements, de recherches et non pas un lieu reposant sur des certitudes. D'après l'OIM (2015), Bruxelles fait partie des villes les plus cosmopolites du monde (62% de la population est née à l'étranger, ce qui en fait la deuxième ville la plus internationale du monde après Dubaï) avec une forte présence religieuse, notamment musulmane (23% selon les chiffres de 2013 et parfois 90% de musulmans dans certaines écoles catholiques de la capitale). Cela pose la question du vivre-ensemble à la fois face aux volontés identitaires mais aussi face aux idéologies laïcistes. L'intervenante perçoit deux disjonctions problématiques : d'une part, une culture sans religion ou une religion sans culture et d'autre part, la recherche d'une spiritualité sans religion ou une religion sans spiritualité. Face à cette double problématique, l'enseignement catholique francophone a mis en place un projet éducatif intitulé Mission de

¹ Un aperçu du programme et une présentation des orateurs se trouvent notamment sur le site www.ceec.be.

l'école chrétienne. Ce projet, au service de chaque jeune, éduque à la liberté dans le respect de chacun. Si cette école se cherche encore dans le contexte actuel, la responsable du secteur religion au sein du SeGEC constate que le langage des valeurs montre ses limites, tout comme celui issu d'un milieu trop intra-ecclésial qui est parfois mal compris. L'école catholique belge francophone voudrait donc être attentive à la place de la dimension religieuse de la culture, à l'accompagnement dans la recherche du sens de chaque jeune et à l'esprit pastoral. Tout comme la mission de Jésus dépassait le monde juif, celle de l'enseignement catholique est universelle et n'a donc rien à voir avec « une école de catholiques pour les catholiques ».

En tant que représentante de l'Autriche mais aussi en tant que Présidente du CEEC, Christine Mann a pris une perspective plus globale en exposant les différentes tendances juridique, sociologique et historique de l'enseignement confessionnel en Europe. Elle a distingué plusieurs types de situations différentes parmi lesquelles celles des conceptions confessionnelles et non-confessionnelles, les modèles de coopération (ou de non-coopération) entre confessions chrétiennes, l'enseignement de l'éthique en lien (ou non) avec la religion et la reconnaissance (ou non) de l'éducation religieuse dans les textes européens. Selon elle, l'enseignement religieux constitue un enjeu majeur car il est le troisième lieu (après la famille et la paroisse) pour que la prochaine génération soit en mesure d'acquérir une connaissance religieuse solide. De plus, l'enseignement de la religion représente l'apport le plus déterminant pour le dialogue interreligieux en Europe. Il faudrait donc conserver et développer l'enseignement confessionnel classique, y agir comme dans un laboratoire, proposer l'enseignement de la religion, éviter les assimilations tout comme les intégrismes et, enfin, ne pas se laisser surmener par ce travail qui doit rester humain avant tout.

Professeur à la Faculté de théologie et de sciences des religions à la KU Leuven, Didier Pollefeyt a ensuite pris la parole pour partager ses recherches sur la manière d'assurer et de renforcer l'identité catholique des écoles grâce au projet ECSI (Enhancing Catholic School Identity) élaboré avec des partenaires australiens. Trois instruments produisant des données statistiques à interpréter ont retenu l'attention. Premièrement, l'échelle de croyance post-critique qui détermine quatre positionnements possibles pour les personnes par rapport à la religion : la croyance littérale, la critique externe, le relativisme ou la croyance post-critique. L'idéal, dans une « École Catholique de Dialogue » telle que voulue par la Flandre, est de pouvoir compter sur un maximum de personnes ayant une foi post-critique. Cela est davantage le cas chez les adultes que chez les jeunes qui ne se transforment généralement pas leur foi littérale en une foi post-critique. Deuxièmement, l'échelle de Melbourne, réalisée grâce aux travaux de Lieven Boeve, met en évidence la faillite d'un projet catholique basé sur les valeurs car celles-ci ne sont plus en mesure de combler l'espace grandissant entre culture et religion. Pire, le projet sur base des valeurs a un effet contre-productif et laïcisant pour la transmission de la foi chrétienne et pour l'identité catholique. Trois autres scénarios existent alors aujourd'hui : la sécularisation, la reconfessionnalisation ou la recontextualisation. Cette dernière confronte le christianisme et sa tradition, explicitement dans le dialogue, avec la pluralité religieuse et philosophique. C'est cette dernière option qui a été choisie par les responsables flamands. Troisièmement, l'échelle de Victoria définit quatre secteurs (l'école du monologue, l'école du dialogue, l'école colorée et l'école incolore) et quatre sous-dimensions dans l'école du dialogue (l'école

kérygmatisque, la véritable école du dialogue, l'école de dialogue formel tolérant et l'école de type pluriel) ce qui permet de mesurer précisément l'identité des écoles et de mieux tendre vers une Katholieke Dialogschool. Enfin, les responsables de la KUL ont mis en place un Massive Open Online Course (MOOC) sur le site edX avec des ressources théologiques et pédagogiques en anglais pour aider les écoles à travers le monde à renforcer leur identité et à mettre sur pied une école catholique de dialogue.

Ancien ambassadeur du Royaume-Uni auprès du Saint-Siège, le diplomate et universitaire britannique Francis Campbell a pour sa part insisté sur le fait que l'enseignement catholique doit prendre en compte le pluralisme pour construire la société de demain. Après avoir souligné l'importance de la formation de la personne dans l'anthropologie chrétienne, il a encouragé l'éducation catholique à s'ouvrir toujours plus à un contexte plus large. Parallèlement, le conférencier a exhorté l'État à gérer la pluralité et la diversité religieuse de manière non neutre en reconnaissant à la fois la place de la religion et de l'école catholique dans l'espace public. En effet, le but de l'État étant de permettre à chacun de ses citoyens de s'épanouir dans une société plus large, les religions devraient avoir droit de cité afin d'aider l'État à assurer le pluralisme. Cette approche pluraliste, incitant à une plus grande participation de tous les groupes religieux dans la société, éviterait ainsi une culture d'uniformité contraire à la démocratie. Défendre le pluralisme s'oppose donc à l'imposition de croyances uniformes. Au contraire, encourager le pluralisme revient plutôt à donner de la cohésion sociale et à améliorer la qualité de vie d'un maximum de citoyens. Par conséquent, c'est le rôle de l'État non seulement de permettre mais même d'encourager le dialogue interreligieux sur la place publique par la rencontre authentique des particularités religieuses.

Mgr Aveline, évêque auxiliaire de Marseille et président du Conseil pour les relations interreligieuses et les nouveaux mouvements religieux de la Conférence des évêques de France, a de son côté ancré son propos dans la vocation dialogale de l'Europe appelée de ses vœux par le Pape François. L'école catholique a en effet un rôle à jouer pour insuffler un nouvel humanisme européen en développant la dimension spirituelle du dialogue. Certes, il faut encore faire évoluer les mentalités concernant l'éducation interreligieuse, y compris au sein de l'Église, parce que ces questions touchent très souvent à l'existential et à des blessures des conflits du passé. En fait, le danger pour les religions, et pour les monothéismes en particulier, consiste à confondre la prétention de l'absolu de Dieu avec celle de l'institution religieuse. Pour résoudre ce problème et pour permettre aux écoles catholiques de progresser dans l'éducation à la liberté religieuse, trois antidotes s'imposent : tout d'abord, la figure du prophète critiquant la prétention d'absoluité au nom du devoir de justice et du service aux plus pauvres, ensuite la figure du mystique pour son ouverture à l'expérience spirituelle, et enfin, la figure du théologien qui convoque la raison sur le terrain de la foi. Ces trois figures du prophète, du mystique et du théologien existent dans les trois monothéismes et assurent à l'expérience religieuse de ne pas se cantonner dans un exclusivisme restreint mais de s'ouvrir à l'universalité. D'ailleurs, le principe de catholicité invite les chrétiens à un décentrement pour se mettre au service de la relation entre Dieu et le monde. Dans l'école catholique, cela signifie que les membres du personnel sont invités à entrer dans une démarche spirituelle selon laquelle Dieu est toujours plus grand que ce que l'on croyait savoir. Dès lors, en raison de sa teneur spirituelle et théologique, l'expression « dialogue interreligieux » n'est pas à galvauder car il

s'agit d'abord d'un geste de Dieu envers les hommes (Paul VI, *Ecclesiam Suam*, 72). Or, parce que la théologie de la révélation est dialogale, la théologie de la mission doit être tout aussi dialogale. Cela semble parfois poser problème à l'Église qui a des difficultés à reconnaître que la proximité de Dieu avec l'homme religieux n'est pas plus grande qu'avec l'homme athée. Aussi, pour éduquer pleinement à la liberté, il faut faire l'expérience de la vie et du dialogue. Seulement alors, le chrétien pourra humblement témoigner de sa foi en un Dieu trinitaire en coopérant avec l'Esprit-Saint car « c'est quand notre théologie n'est pas assez trinitaire que notre mission n'est pas assez dialogale ».

Au deuxième jour du colloque, Toke Elshof du Département de Théologie Pratique et d'études religieuses de Tilburg, a présenté la perspective des parents à partir d'une enquête réalisée dans l'école primaire catholique aux Pays-Bas. Selon l'intervenante, les parents qui inscrivent leur(s) enfant(s) dans cette école proviennent d'horizons religieux très variés et les interviews qui ont été réalisées ont permis d'explorer les raisons qui poussent ces parents à choisir l'école catholique néerlandaise. La tulipe et la rose donnent une bonne illustration des attentes des parents : d'un côté, tout comme le bulbe de la tulipe a besoin d'eau, de lumière et d'air pour se développer à l'abri du vent, les écoles catholiques jouent ce rôle protecteur et prolongent en quelque sorte l'environnement familial. En même temps, d'un autre côté, les parents sont bien conscients des difficultés du monde actuel et des menaces extérieures : en se confrontant aux autres et aux diverses visions du monde, les enfants sont donc aussi appelés devenir comme des roses qui, elles, ont aussi des épines pour affronter le monde extérieur. La place de la religion est discutée dans ce contexte : alors que les parents croyants (chrétiens ou musulmans) se demandent si leurs enfants feront un jour l'expérience de la religion, les parents athées craignent que la religion (et l'islam en particulier) porte atteinte au développement de leur(s) fille(s) ou de leur(s) fils. Face à la diversité religieuse, l'école doit donc choisir entre deux attitudes : ou bien le rejet sous couvert que cette diversité religieuse soit menaçante, ou bien, l'accueil des enfants de toute origine en raison de la catholicité de l'école. La préférence des parents va plutôt vers la seconde option qui nécessite l'apprentissage du dialogue et de l'interreligiosité à l'école. Cela implique quatre conséquences dans l'éducation des enfants : la préparation au premier contact avec l'Église, le développement de l'enseignement religieux, la formation socio-culturelle en vue d'une compréhension mutuelle et l'éveil au sens religieux de la vie. Face à ces défis, il s'agira notamment de collaborer avec les enseignants, en particulier avec les plus âgés, apparemment plus critiques par rapport à la foi catholique.

Prolongeant la conférence de Mgr Aveline, Joseph Herveau, responsable national pour l'animation pastorale au SGEC, a indiqué comment l'enseignement catholique français avait opté pour une identité d'ouverture dans un contexte de pluralisme ambiant. Après avoir retracé l'évolution des rapports entre l'enseignement privé et l'État français à l'aide de trois modèles (celui d'une éducation de tous dans un monde chrétien avant la Révolution française, celui d'une école pour les catholiques entre 1789 et la loi Debré de 1959 instaurant un contrat d'association, et celui, dans la foulée de Concile Vatican II, visant l'éducation de tous dans un monde pluriel sécularisé), le diacre a reconnu que l'éducation catholique en France fonctionne encore selon le deuxième modèle, ce qui dénature la réalité de la catéchèse. De fait, certains catéchisent encore un public pourtant aujourd'hui bien différent de celui des paroisses. Il faut donc absolument passer d'un modèle d'adaptation vers un véritable projet spécifique

en s'inspirant de la Déclaration *Gravissimum Educationis*. Celle-ci identifie notamment la formation intégrale de la personne humaine comme mission première de l'école catholique (§ 1), tout en créant le caractère propre de l'école par l'« atmosphère animée d'un esprit évangélique de liberté et de charité » (§ 8). Trop souvent, l'école catholique française se concentre encore sur les deux dernières étapes de « l'évangélisation » (la catéchèse, les sacrements et l'éducation permanente à la foi) au détriment des trois premières (le dialogue et la présence de la Charité, le témoignage chrétien, la première annonce). Pour renouer avec les fondements en matière de catéchèse, la catholicité de l'Église et l'action universelle de l'Esprit-Saint s'avèrent indispensables. Il faut donc se rappeler l'épisode central de la rencontre de Jésus avec le centurion romain : « nulle part ailleurs en Israël, je n'ai vu une telle foi » ! Ainsi, les catholiques semblent encore avoir beaucoup de difficultés à vivre l'Évangile alors que des non-chrétiens, qui en sont parfois beaucoup plus proches, peuvent aider les premiers à renouveler leur foi. Afin d'entamer ce chemin de conversion et de construction d'une grammaire du dialogue avec tous les acteurs de l'enseignement catholique, les responsables du SGEC ont récemment publié quatre carnets d'outils (fondements, repères, pratiques éducatives, ressources pédagogiques) autour du texte français *Éduquer au dialogue*. L'interculturel et l'interreligieux en École catholique qui fait écho au document romain de la Congrégation *Éduquer au Dialogue Interreligieux à l'École catholique* (2013).

Trois expériences de terrain ont ensuite été partagées : celles des responsables de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Suède. Sr Teuta Buka a ainsi retracé l'évolution des relations interculturelles et interreligieuses en Albanie. Si l'islam a succédé au catholicisme en devenant la religion majoritaire depuis le XVII^e siècle, le communisme a fait de cette région le premier pays athée au monde car, à partir de 1967, toutes les religions ont été refoulées dans la sphère privée. Toutefois, les choses ont évolué. De nos jours, on compte 57 institutions d'enseignement catholique dans le pays offrant une ouverture aux communautés musulmane et orthodoxe. Le cours d'éthique -et son évaluation qui n'est pas encore reconnue par l'État-, constitue un enjeu majeur pour l'enseignement catholique albanais car il s'agit du seul cours différent par rapport aux écoles publiques. Mario Ćosić, directeur du Centre d'éducation Saint-Joseph de Sarajevo, a ensuite prolongé ce partage d'expériences en soulignant le rôle de cicatrisation et de réconciliation des « écoles catholiques pour l'Europe » qui œuvrent pour une paix authentique et durable en Bosnie-Herzégovine, pays encore récemment meurtri par la guerre. Depuis 1994, ce sont sept centres scolaires qui œuvrent pour l'éducation intégrale de tous en chérissant le concept de transcendance reliant des jeunes de diverses cultures, nations et religions. Quant à Paddy Maguire, représentante des écoles catholiques suédoises auprès du CEEC, elle a interpellé l'assemblée en montrant à quel point les religions étaient strictement contrôlées par l'État. Ayant accueilli des vagues de migrants depuis plusieurs décennies (des Hongrois, des Yougoslaves, des gens d'Amérique latine, des Polonais, des Éthiopiens, des Érythréens et maintenant des populations du Moyen-Orient), l'école catholique suédoise est perçue comme « l'école des migrants ». Aussi, l'une des priorités de cette école est de permettre à cette diversité culturelle de se rencontrer, notamment lors d'une « journée des nations » où chaque famille présente son histoire, sa langue, son folklore, etc. En Suède, l'école catholique a pour rôle d'assurer un pont entre les familles d'origines sociale, culturelle et religieuse très diverses et une société très sécularisée.

Ce fut ensuite Jean de Munck, philosophe et sociologue à l'UC Louvain, qui exposa les quatre défis pour les écoles catholiques belges francophones au XXI^e siècle. Dans sa présentation contextualisée, le co-auteur de la brochure Pour penser l'école catholique au XXI^e siècle a tout d'abord expliqué que l'école avait une culture propre puisqu'elle choisissait et ordonnait les savoirs. En s'affranchissant des injonctions de l'économique et du politique, le premier défi serait donc de soutenir ce projet humaniste et universaliste de l'école afin de promouvoir des personnalités libres. La deuxième tâche serait d'articuler ces connaissances sans les réduire les unes aux autres : comme par le passé lorsqu'elle a intégré l'apport de l'humanisme (XVI^e et XVII^e s.), celui des Modernes (XVII^e et XVIII^e s.), ou celui de la science (XIX^e s.), l'école catholique est aujourd'hui appelée à intégrer dans son enseignement les apports des différentes religions. De plus, les avancées dans les disciplines philosophique et pédagogique encouragent l'enseignement à ne pas se limiter à l'apprentissage de la connaissance (qu'est-ce qui est vrai ?), mais à reconnaître également l'importance des approches morale (qu'est-ce qui est bon ?) et esthétique (qu'est-ce qui est beau ?). La construction du sens dans une société sécularisée à l'heure d'un rapport inédit à la vérité constitue le troisième challenge. En effet, le flux incessant des messages générés par les nouvelles technologies et la disparition des cadres idéologiques engendreraient une dislocation du sens et un relativisme généralisé. L'école a donc comme devoir de rétablir la cohérence ainsi que ce rapport à la vérité. Enfin, le quatrième défi est celui de l'introduction du religieux dans le contexte actuel où la religion serait absente. Il ne s'agit donc plus de faire de la catéchèse, mais d'éveiller au religieux et d'enseigner un contenu, minimal mais rigoureux, sur les religions et le christianisme en particulier. Pour ce faire, en raison de l'impérieuse obligation de créer du sens, l'école catholique doit lutter contre deux conceptions erronées sur la religion : d'une part, la possibilité de privatiser le religieux, d'autre part, l'association automatique du religieux avec la violence.

Le contexte de la contribution suivante se situe de l'autre côté de la frontière linguistique belge puisqu'il s'agit de la présentation de Lieven Boeve, professeur de théologie fondamentale à la Faculté de théologie et de sciences des religions de la KU Leuven. En tant que Directeur général du secrétariat de l'enseignement catholique flamand, il a concrètement exposé comment se vivait le dialogue dans ses écoles après avoir, au préalable, retracé la réflexion qui a mené à la création des « écoles catholiques de dialogue ». Dès 1997, le conférencier a remis en cause le projet éducatif d'enseignement sur base des valeurs. En 1999, avec son collègue Didier Pollefeyt, le théologien catholique a créé l'échelle de Melbourne, laquelle identifie la recontextualisation de la foi chrétienne comme la piste à suivre afin d'assurer l'identité de l'école catholique dans un monde pluralisé et sécularisé. Face à patchwork d'identités religieuses, le responsable flamand a mis en évidence que la confrontation aux convictions de l'autre permettait la redécouverte de l'identité catholique. En 2015, après de nombreuses années de recherche, la Déclaration de mission de l'école catholique du dialogue est finalement promulguée. Ce texte bref, avec trois paragraphes principaux, insiste sur la qualité de l'éducation, sur l'approche catholique à partir des vertus théologiques et surtout sur l'importance du dialogue. Pour parvenir à cette recontextualisation, les acteurs de l'école catholique doivent se confronter à la fois à leur tradition et au contexte actuel pluriel. Par exemple, le théologien a montré que, contrairement aux apparences, les significations du Radaman et du Carême divergent fortement. Dès lors, le sens et la cohérence se construisent

selon lui non pas malgré les différences, mais via les différences. De plus, à l'inverse des critiques formulées dans la presse en 2016 selon lesquelles l'école catholique diluait son identité dans le dialogue, Lieven Boeve a démontré que, bien au contraire, le dialogue est inhérent à la foi chrétienne : il n'est pas neutre et ne se limite pas à un échange. La Constitution dogmatique Dei Verbum rappelle d'ailleurs que Dieu se révèle à l'humanité par le dialogue : le dialogue chrétien n'est donc pas une opportunité mais une nécessité théologique pour que Dieu puisse se révéler encore aujourd'hui. Afin de favoriser cette optique dans la vie concrète de l'école catholique en Flandre, différentes mesures ont récemment été adoptées : dès le 1er septembre 2019, les enseignants signeront un « engagement de mission » pour qu'ils participent activement aux débats dans l'école du dialogue. De plus, des chemins spécifiques ont été créés avec les évêques pour devenir enseignant dans une école de dialogue ou pour y être professeur de religion. Des actions, petites ou grandes, ordinaires ou exceptionnelles, ont également été listées comme exemples à suivre. Très souvent, les écoles faisaient déjà preuve de beaucoup d'initiatives mais il s'agit à présent de mieux comprendre celles-ci et de mieux les positionner par rapport à l'école du dialogue. Enfin, quinze personnes ont été formées spécifiquement pour animer les retraites scolaires ce qui représente un engagement concret pour vivre la foi chrétienne de manière plus explicite. Pour qu'un tel type d'école existe, « on ne se limite pas au respect, mais on s'engage dans le dialogue, ce qui est une posture tout à fait différente » a conclu le Directeur général.

Enfin, c'est à Mgr Vincenzo Zani, docteur en théologie et Secrétaire de la Congrégation pour l'Éducation catholique, que revint l'honneur de la dernière présentation de ce Congrès. Celle-ci a mis en lumière les points saillants de deux documents majeurs émanant de la Congrégation : Éduquer au Dialogue Interculturel à l'École Catholique (2013) et Éduquer à l'Humanisme Solidaire (2017). Dans la phase de globalisation et de mondialisation actuelle, le prélat italien estime qu'il est parfois difficile de s'intéresser à la spécificité de chaque culture car, de nos jours, on assiste à un déracinement des expressions religieuses de la culture. Or, l'approche interculturelle préconisée par le Vatican insiste sur une intégration des cultures dans une reconnaissance réciproque. Pour y parvenir, l'homme d'Église a donné cinq pistes de travail : reconstruire le pacte éducatif en cheminant ensemble dans le dialogue, lutter contre l'individualisme en encourageant l'éducation citoyenne, soutenir une culture du dialogue où la dimension de l'altérité était tout aussi importante que celle de l'identité, éduquer à la transcendance et favoriser une culture de l'échange réciproque. À ce titre, la récente rencontre entre le pape François et le grand imam d'Al-Azhar donne un exemple édifiant d'une véritable rencontre interreligieuse inspirante pour les deux communautés qu'ils représentent car, ensemble, ils ont signé un document en faveur de la fraternité humaine pour les générations à venir.

Tout comme il avait introduit les débats en tant que Secrétaire général du CEEC, c'est Guy Selderslagh qui a proposé une relecture des différentes interventions de ce colloque. Ces deux journées auront eu le mérite d'avoir brillamment illustré la disparité des réalités et la richesse des pratiques mises en œuvre dans les différents établissements catholiques européens. Elles auront certainement convaincu chacun du caractère essentiel de relever les différents défis du dialogue interculturel et interreligieux dans les écoles catholiques.